

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 28 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) Une « guerrière »
- 2) Il monte, il monte...
- 3) Pour l'alliance !
- 4) Baroin voit rouge
- 5) Les socialistes de droite ?!
- 6) Mac(r)onnerie en marche arrière
- 7) Les rancuniers se réunissent
- 8) « prendre une tisane » au coin du feu...
- 9) Ne pas voter Macron pour Jadot
- 10) Il passe aux aveux...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) A Hénin-Beaumont, une jeune "guerrière" écolo face au Front national



Marine Tondelier, élue écologiste d'opposition à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), le 21 mai 2012 (AFP/Philippe HUGUEN)

"Face au FN, il faut rester calme, le secret du guerrier c'est de durer", croit savoir Marine Tondelier. Cette jeune élue écologiste d'opposition à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), qui sort un livre-témoignage, ferraille avec pugnacité contre la mairie sous pavillon d'extrême droite.

La trentenaire, au débit rapide qui rappelle celui de Cécile Duflot, et comme elle membre d'EELV, est l'un des six élus d'opposition de cette ville devenue vitrine d'un FN "dédiabolisé", depuis l'élection de Steeve Briois à la mairie en 2014.

Mais, nombreux témoignages à l'appui, elle décrit dans "Nouvelles du front" (Les Liens qui libèrent) une municipalité pratiquant l'autoritarisme, l'intimidation, et usant parfois de méthodes insidieuses.

Au premier conseil municipal, en 2014, raconte-t-elle à l'AFP, "je me dis +Si je ne me mets pas à l'eau maintenant, je vais être spectatrice tout le mandat+. Quand on est écolo, on a cette culture du contre-pouvoir. Maintenant quand on me coupe le micro, je continue à parler, et ils disent +Vous êtes malpolie, on n'a jamais vu ça...+"

Depuis, elle continue d'aller au charbon dans cette ancienne ville minière de 26.000 habitants, où insultes et provocations fusent lors des conseils municipaux, dit-elle, et où les employés municipaux sont "mis au pas".

"Il y a les chevaux de course et l'abattoir. Vous êtes les chevaux de course, les autres sont (pour) l'abattoir", s'entendent ainsi dire des cadres, selon le témoignage de l'un d'eux vite passé du côté de l'abattoir.

En février, en conseil municipal, elle demande "des excuses" pour son collègue, l'élue communiste David Noël "qui avait été traité de +petit nazi+ au dernier conseil municipal". "Vous êtes une menteuse et une manipulatrice", "arrêtez de hurler, soyez zen, buvez de l'eau, prenez un Lexomil", lui lanceront des élus FN.

Marine Tondelier "a beaucoup de courage et d'énergie, elle a du répondant et une certaine inventivité, modernité", loue David Noël.

"Elle avait été l'une des premières à réagir lorsque le FN nous a privés de notre local", se souvient Alain Pruvot, ex-président de la section héninoise de la Ligue des droits de l'Homme. "Elle est toujours restée droit dans ses bottes et ce n'est pas facile face au FN".

Interrogé, Bruno Bilde, adjoint FN aux Affaires générales et à la communication, largement cité dans le livre, a sèchement décliné tout commentaire.

- Une bonne "tote" -

Bien que collaboratrice parlementaire de Cécile Duflot et pacsée à un conseiller municipal

(d'opposition) de Seine-Saint-Denis, Marine Tondelier entend tirer sa légitimité d'opposante de son enracinement local: elle est issue de grands-parents agriculteurs et pharmaciens, de mère dentiste et de père homéopathe, tous d'Hénin-Beaumont.

"Leur adversaire idéal, au FN, c'est un vieux baron socialiste cumulard qui a trempé dans des magouilles. Quand c'est une jeune écolo du coin qui a des idées nouvelles, plutôt sympa, pas parachutée, ils ont moins de prise, donc ils inventent des trucs, disent que je suis une bobo parisienne", explique-t-elle.

"Moi je suis mobile, tout terrain. Ce matin au marché je connaissais une personne tous les dix mètres", se félicite l'élue, le visage animé par de grands yeux et une large bouche.

La plupart des habitants interrogés la connaissent en effet. "Ca a l'air d'être une bonne +tote+ (petite, en langage ch'ti, ndlr) mais c'est une grande adversaire à Steeve (Briois, le maire), qui est un copain", glisse Catherine, 53 ans. Elodie, 29 ans, regrette pour sa part qu'elle veuille "aider les étrangers".

Marine Tondelier en est bien consciente: l'édile est populaire, grâce à une gestion rigoureuse des finances, à l'accent mis sur les fêtes, la sécurité et la réfection des routes. "On les aura pas en étant revanchards, en dénonçant leur amateurisme", reconnaît-elle.

Qu'on lui demande si elle se voit un jour maire et la militante instinctive cède un moment place à la femme politique: "Je ne rêve pas d'être maire, mon objectif c'est de battre collectivement le FN... Si c'est autour de moi que ça doit se faire -- et ça me fait un peu peur parce que je sais ce que ça coûte -- je n'aurai pas de problème à me sacrifier."

"En tout cas", conclut-elle dans un sourire, les responsables frontistes, elle "ne les voit pas maires toute (sa) vie".

AFP

leparisien.fr

Le Parisien

II) Débat, meeting... Jean-Luc Mélenchon dans une bonne dynamique

<http://www.bfmtv.com/politique/le-vent-tourne-en-faveur-de-melenchon-1129738.html>

Selon un sondage BVA publié samedi, Jean-Luc Mélenchon doublerait Benoît Hamon. Une bonne dynamique impulsée par le débat télévisé de lundi, durant lequel il a été jugé deuxième candidat le plus convaincant, derrière Emmanuel Macron.

Il a le vent en poupe. A gauche, le duel entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon tourne à l'avantage du candidat de la France insoumise. Crédité de 14% d'intentions de vote, il creuse l'écart avec son concurrent du PS, en baisse à 11,5%. Les bons chiffres se rangent alors du côté de celui qui prône la fin de la Vème République et dont le nouveau slogan est "La force du peuple".

Retournement de situation

Durant son rassemblement organisé place de la République, à Paris, samedi dernier, Jean-Luc Mélenchon a réuni des dizaines de milliers de militants. "Un point de bascule", selon Jean-Rémi Baudot, journaliste politique BFMTV. Plus tard, lors du débat télévisé diffusé lundi, il a été jugé deuxième candidat le plus convaincant face à ses quatre concurrents. Depuis, sur le terrain, ses militants voient les effets de cette bonne dynamique. Dimanche, la salle de 4.500 places réservée pour son meeting à Rennes affichait complet.

"Les gens nous disent qu'il a été bon. Ils prennent plus facilement les tracts que l'on distribue lorsque l'on dit que c'est la France insoumise. Il y a même des gens qui reviennent en chercher alors qu'au début ce n'était pas ça", dit une jeune femme.

D'autres soutiens rappellent leur objectif de voir leur poulain "au second tour". Un objectif qui pourrait être atteint grâce à une récolte de votes initialement destinés à ses concurrents.

Son côté "antieuropéen sans l'être trop", lui permettrait de récupérer un "électorat flottant", analyse Serge Raffy, éditorialiste politique à L'Obs.

Piquer des voix grâce à des chiffres

Jean-Luc Mélenchon pense pouvoir récupérer cet "électorat flottant" en prenant appui sur des chiffres qu'il estime convaincants. "Un proche du candidat me disait cette semaine que les portes s'ouvrent, il se passe quelque chose, il y a une dynamique, une énergie. Ils disent le voir dans la rue avec des curieux qui s'intéressent de plus en plus à son programme", analyse Jean-Rémi Baudot.

"Ça se voit aussi sur Internet, sur la plateforme France insoumise. Cette semaine le mouvement aurait dépassé les 300.000 inscriptions et il y aurait des milliers d'inscriptions tous les jours. Avec ces chiffres, la France insoumise revendique le statut de premier mouvement politique de France", ajoute notre journaliste.

"Pour ses proches, c'est la preuve qu'il y a la limite des vieux partis traditionnels et que le PS paie cash le prix des primaires et des divisions que ça a pu créer. François Fillon est désormais dans sa ligne de mire. Il considère qu'il peut bientôt le dépasser dans les sondages. »

Une fusion avec Benoît Hamon?

Mais attention. Comme le souligne le journaliste politique, "il y a encore beaucoup de volatilités".

"Quand on regarde dans les détails, on se rend compte que ceux qui se disent prêt à voter pour Benoît Hamon sont plus sûrs de leur choix que ceux qui se disent prêt à voter Jean-Luc Mélenchon. Il faut donc encore consolider et confirmer tout ça", dit-il.

Pour augmenter leurs chances d'être au second tour, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon pourraient s'unir. Une idée balayée par les deux candidats dimanche. Mais "d'un point de vue du programme, il pourrait y avoir des points de convergence mais pour ça il faudrait s'entendre mais là on est quelque part entre la politique et l'égo", rappelle Jean-Rémi Baudot. Jean-Luc Mélenchon devra continuer à convaincre les Français.

III) Présidentielle: Des militants de gauche manifestent à Paris pour une alliance Hamon-Mélenchon

Près de trois cents personnes se sont rassemblées ce samedi place de la République à Paris, pour appeler à une candidature commune entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon...



Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. - Revelli-Beaumont/KONRAD K./SIPA

20 Minutes avec AFP

« *Unité pour changer, unité pour gagner* ». Plusieurs centaines de militants réunis ce samedi place de la République sous un soleil éclatant scandaient cet appel à une candidature commune, « seule voie possible pour faire gagner la gauche »

« Une victoire, pas deux défaites ».

Certains agitaient des pancartes représentant Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon unis sous une inscription « Une victoire, pas deux défaites ».

« Il existe des différences évidentes (entre les deux candidats) mais il y a aussi beaucoup de choses en commun et s'il n'y a pas d'union, c'est Rothschild qui va gagner ? C'est l'homme aux costumes de luxe ? », ironise l'économiste Frédéric Boccara, membre du Parti communiste, devant une foule conquise.

« Il faut additionner des voix pour être au deuxième tour, la division ne nous a jamais fait gagner, jamais, jamais », s'époumone Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti

socialiste, mégaphone à la main.

« Nous demandons un accord politique, une plateforme commune comme en 36 avec le Front populaire, sinon c'est la défaite assurée », poursuit l'ancien inspecteur du Travail.

Pierre Larrouturou, fondateur du parti Nouvelle donne, prend à son tour la parole alors qu'une militante brandit une pancarte « Tirons au sort notre candidat ».



Pierre Tremblay @tremblay_p
Allez, pile ou face. #Hamon #Melenchon

« On fête les 60 ans de l'Europe, à l'époque il n'a fallu qu'une semaine pour Schumann et Adenauer pour se mettre d'accord, la situation est autrement plus facile pour Hamon et Mélenchon », a-t-il affirmé avant d'inviter les militants à se rendre au QG de campagne de Benoît Hamon aux cris de « Tous ensemble ».

« L'union ou l'abstention »

Parmi la foule, Stéphane, 38 ans, « ex-militant PS de 12 ans », devenu « insoumis », débat avec Dolorès, 51 ans, qui a voté « pour Hamon » à la primaire de la gauche.

« C'est la première fois que je vote pour quelqu'un, en 2012, j'avais voté contre Sarkozy », assure t-elle.

Pour Stéphane, c'est « l'union ou l'abstention », plaidant pour une « unité présidentielle » et une « diversité législative ».

« Personne ne peut prendre en otage le peuple de gauche », insiste t-il.

Rassemblés devant le QG de campagne de Benoît Hamon, un homme lance « Nous sommes les sages-femmes de l'union de la gauche », avant qu'une délégation du conseil citoyen ne les reçoive.

Une militante remet aux délégués une affiche « Alliance pour l'espoir », symbole de l'union entre les deux candidats et « la seule voie possible pour faire gagner la gauche ».

20minutes.fr



IV) François Baroin tire à boulets rouges sur Emmanuel Macron



À moins d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, les attaques se font de plus en plus violentes entre les candidats, souvent par soutiens interposés. Les affaires dans lesquelles se retrouve impliqué François Fillon, mis en examen pour détournement de fonds publics, rendent le contexte de cette campagne encore plus tendu.

Dimanche 26 mars, c'est François Baroin, l'un des lieutenants du candidat de la droite, qui a fait office de porte-flingue. Invité du Grand Jury RTL - Le Figaro - LCI, le sénateur-maire de Troyes a notamment eu des mots très durs pour Emmanuel Macron, qu'il décrit comme "le candidat du pouvoir". Il n'a pas mâché ses mots au moment d'attaquer l'ancien ministre de l'Économie, donné

favori par les sondages : "Il a changé d'avis sur tous les sujets, il ne dit rien sur rien et n'en pense pas plus. Il est temps de dénoncer cette imposture qui, pour moi, représente un saut dans le vide sans parachute".

François Baroin ajoute qu'Emmanuel Macron est "le candidat du parti socialiste" et dénonce également des tractations entre le PS et le mouvement En Marche! à l'approche des prochaines élections législatives.

orange.fr



V) "On ne peut pas rester socialiste et soutenir Macron" lance Gérard Filoche

Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a annoncé jeudi qu'il soutiendrait Emmanuel Macron pour la présidentielle. Une décision que ne supporte pas Gérard Filoche, membre du Parti socialiste et invité dans Bourdin Direct.

Certaines annonces ont beaucoup de mal à être digérées. Après Barbara Pompili et Thierry Braillard, Jean-Yves Le Drian est le troisième membre du gouvernement à soutenir publiquement Emmanuel Macron. Un renfort de poids pour le candidat de En Marche, qui ne passe pas du tout après de certains membres du Parti socialiste. C'est le cas de Gérard Filoche, qui n'hésite pas à parler de trahison.

LAPRESSEENREVUE.EU

"Le Drian est curieux, il avait critiqué violemment Macron. Il avait dit que le service militaire pendant un mois était coûteux et ne servait à rien et il rallie quand même Macron. Comment un ministre qui a été aussi longtemps à gauche, peut passer à droite? C'est une question choquante. On ne peut pas rester socialiste et soutenir Macron c'est impossible. Macron est celui qui est en train de détruire le plus la Sécurité sociale dans son programme. Macron est pire que Fillon dans l'attaque contre les cotisations".

Pour Gérard Filoche, le programme de Macron est aux antipodes des valeurs de la gauche. "C'est le plus grand hold-up que l'on peut faire contre le programme social de notre pays. Comment Le Drian et tous les autres peuvent-ils y aller? Même Jean-Christophe Cambadélis dit que Macron, c'est l'UDF. Au dernier bureau national, lundi, Bernard Cazeneuve était à deux mètres de moi et il disait ne pas être entre deux chaises, n'avoir qu'un seul candidat qui est Benoit Hamon. Il y avait sept ministres autour de la table dont Le Drian. Me voilà défenseur de Benoit Hamon contre les 5% de socialistes qui sont en train de passer à droite".

"Ce sont des gens qui trahissent"

"On ne dépasse pas les étiquettes. La gauche défend les salariés et la droite défend les privilégiés. On ne passe pas d'un camp à l'autre. Il y a 400 élus socialistes qui passent à droite sur 17 000, ça fait à peu près les 5% que Valls avait finalement en 2011 (à la primaire de la gauche). Ce sont ceux-là qui quittent la gauche et disent adieu au socialisme. Je le regrette, je n'aime pas quand des gens quittent le socialisme, je voudrais qu'ils restent avec nous. Mais il faut appeler un chat un chat, ce sont des gens qui trahissent ».

Bourdin Direct avec A.B.



MediaPorte: «Il aime le pognon Fillon, non?»
Par Didier Porte

<https://youtu.be/iAIFx7DPu40>

VI) Emmanuel Macron revient sur son projet d'alourdissement de la fiscalité

investir.fr

Le candidat d'En Marche ! a dû amender son projet de taxe à taux unique de 30 % sur tous les revenus du capital.



Emmanuel Macron revient sur son projet d'alourdissement de la fiscalité | Crédits photo : Frederic Legrand - COMEO / Shutterstock.com

La quatrième édition des Assises de l'épargne et de la fiscalité, organisée par l'Afer (Association française d'épargne et de retraite) le 16 mars, était l'occasion d'éclaircir un point clé pour les épargnants français : les candidats François Fillon (Les Républicains), Benoît Hamon (Parti socialiste) et Emmanuel Macron (En marche !) ont-ils pour projet d'alourdir la fiscalité sur l'assurance-vie ?

Une proposition pénalisante pour les épargnants

Le discours le plus attendu était celui de Jean Arthuis, ancien ministre de l'Economie et des Finances et porte-parole d'Emmanuel Macron à cette occasion. Le fondateur du mouvement « En marche ! » avait annoncé aux Echos, le 24 février dernier, son désir de créer un « prélèvement forfaitaire unique au taux de l'ordre de 30 %, prélèvements sociaux inclus, pour tous les revenus du capital. »

Or, aujourd'hui, les contrats d'assurance-vie détenus depuis au moins 8 ans sont soumis à un prélèvement forfaitaire libératoire de 7,5 %. En y ajoutant les contributions sociales de 15,5 %, le total s'élève à 23 %, soit 7 points de moins que le taux proposé par Emmanuel Macron.

De quoi se mettre à dos un grand nombre de Français, pour qui l'assurance-vie reste l'un de leurs produits d'épargne préférés, quand on sait qu'ils sont 44 % à détenir au moins un contrat, selon les chiffres de la Fédération française de l'assurance.

Quant à François Baroin et Jérôme Guedj, représentant respectivement François Fillon et Benoît Hamon, ils ont confirmé le maintien de ce taux de 23 % sur les contrats d'assurance-vie. Le premier a par ailleurs précisé que les autres revenus du capital seraient tous soumis au prélèvement forfaitaire de 30 %.

Une hausse de l'imposition sous plusieurs conditions

François Fillon étant revenu sur ses pas après avoir fait la même proposition, l'audience en attendait autant de la part d'Emmanuel Macron. Après avoir rappelé son projet de suppression de l'ISF sur l'épargne financière et l'assurance-vie, Jean Arthuis a indiqué que les placements dans l'assurance-vie seront bien soumis à une « flat tax » de 30 %, au même titre que les autres revenus du capital.

Mais seuls les nouveaux contrats seront concernés (et non les stocks de contrats existants) et à partir d'un certain seuil d'encours. Un plafond de 150.000 euros a été évoqué, mais celui-ci fait encore l'objet « d'arbitrages » et « d'études », a nuancé Jean Arthuis face à une salle mécontente. En-dessous de ce seuil, le taux actuel de 23 % sera conservé. « Si je comprends bien, vous ne comptez pas taxer les placements actuels, mais les placements dans le futur... », a conclu Gérard Bekerman, président de l'Afer.

@sa_asali

Macron: l'exonération de la taxe d'habitation compensée à 100%



LesEchos.fr

MAIS AUSSI

La Guyane, une île? La gaffe géographique de Macron

Emmanuel Macron qui parle de la Guyane comme d'une île, un boulevard Donald Trump en Albanie et des hôtels suédois qui remboursent les couples en cas de divorce après un séjour chez eux: voici les insolites du jour.



Emmanuel Macron, en déplacement à La Réunion, s'est embrouillé en commentant la situation en Guyane, en parlant d'une île. Eric FEFERBERG / AFP

C'est ce qu'on appelle une bourde. En déplacement ce week-end à La Réunion et à Mayotte, Emmanuel Macron s'est embrouillé en voulant commenter la crise qui touche actuellement la Guyane. "Ce qui se passe en Guyane depuis plusieurs jours est grave en raison des débordements. Et donc mon premier mot est celui d'un appel au calme. Parce que je crois que bloquer les pistes d'aéroports, les décollages, parfois même bloquer le fonctionnement de l'île ne peut être une réponse apportée à la situation." Raté, la Guyane, située en Amérique du sud, n'a rien d'une île. Une erreur qui n'est pas passée inaperçue.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Réunion mardi des "vallsistes", que Hamon accuse de trahison



par Elizabeth Pineau

PARIS (Reuters) - Manuel Valls réunit mardi ses proches dans un climat de tension au Parti

socialiste où le candidat à l'élection présidentielle, Benoît Hamon, soupçonne certains d'organiser sa "mise à mort".

L'ancien Premier ministre verra ses fidèles mardi à l'Assemblée nationale, alors que la rumeur enfle quant à un possible rapprochement avec Emmanuel Macron, déjà soutenu par un poids lourd du gouvernement, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian.

"Depuis quelques semaines s'organisent des ralliements à Emmanuel Macron qui consistent à me planter un couteau dans le dos. On m'annoncerait même la semaine prochaine une mise à mort avec le ralliement de Manuel Valls à la candidature d'Emmanuel Macron", a déclaré Benoît Hamon dimanche soir sur France 2.

"C'est oublier une chose, ce ne sont pas eux qui m'ont donné vie, c'est un vote populaire", a ajouté le vainqueur de la primaire du PS, à qui Manuel Valls, finaliste malheureux, a refusé d'accorder son parrainage pour le scrutin présidentiel.

Interrogé lundi sur un possible soutien du candidat d'En Marche!, un proche de Manuel Valls a répondu que ce n'était pas "à l'ordre du jour immédiat". Un autre a estimé que la réunion des "vallsistes" ne déboucherait pas forcément sur une prise de position en ce sens.

"OPPORTUNITÉ POLITIQUE"

En difficulté dans les sondages, où il est désormais relégué à la cinquième place derrière le candidat de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon poursuit sa campagne mardi à Berlin, où il rencontrera la chancelière Angela Merkel, et mercredi à Lille, où viendra le soutenir la maire de la ville, Martine Aubry.

premier tour de l'élection présidentielle agite un PS très divisé au sortir d'un quinquennat difficile, même si une majorité de parlementaires soutient Benoît Hamon, soulignait lundi l'ancien ministre Vincent Peillon.

"Il y a quelques individus qui ne le soutiennent pas, c'est leur choix, mais la grande majorité le soutient avec plus ou moins d'ardeur", a déclaré sur Radio Classique l'ex-candidat à la primaire du PS.

"Certains qui sont d'ailleurs un peu dans une forme d'opportunité politique jouent, par le ralliement politique, un peu aussi le fait de faire parler d'eux", a-t-il estimé.

Dimanche, la ministre de l'Environnement Ségolène Royal, qui avait pourtant été l'une des premières à juger intéressante la démarche d'Emmanuel Macron, a refusé de participer au "feuilleton des ralliements".

"Il ne faudrait pas qu'au feuilleton des affaires succède un feuilleton des ralliements", a-t-elle dit sur LCI.

"Je ne participerai pas à ce feuilleton", a ajouté celle qui fut la candidate du PS à la présidentielle en 2007. "Ma conception de la politique, ce n'est pas de soutenir untel ou untel".

Chez Emmanuel Macron, on regarde de loin ce débat interne au Parti socialiste, appelé à se réorganiser de fond de comble après les scrutins du printemps.

"C'est la décision personnelle de Manuel Valls et de certains de ses amis, certainement, de dire qu'ils soutiendront Emmanuel Macron. Cela regarde Manuel Valls et Benoît Hamon. Ça ne va pas changer d'un iota nos positions", a dit à Reuters Arnaud Leroy, député PS aujourd'hui membre de l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron.

"Nous redisons que ralliement ne vaut ni investiture (pour les élections législatives-NDLR) ni droit de regard sur ce que nous proposons aux Français", a-t-il ajouté.

(Avec Emile Picy et Emmanuel Jarry, édité par Sophie Louet)

VIII) Alexis Corbière ravive les tensions entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon

Invité dans la matinale de RTL ce lundi, Alexis Corbière, le porte-parole de Jean-Luc Mélenchon, a conseillé au candidat Benoît Hamon de "prendre une tisane".



Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon n'ont pas voulu se rassembler vers une seule candidature. © JOEL SAGET / AFP / Archives

Jusqu'ici, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon s'affrontaient à peu près cordialement dans la course à la présidence, mais les soutiens de La France Insoumise n'ont pas apprécié les remarques du candidat PS à l'encontre du candidat insoumis.

Invité du JT de France 2 dimanche 26 au soir, Benoît Hamon avait en effet évoqué la "fascination" de Jean-Luc Mélenchon pour Vladimir Poutine. La remarque n'a pas plu à Alexis Corbière, et il l'a bien fait comprendre à la journaliste Elizabeth Martichoux.

"Je ne comprends pas cette formule agressive après Jean-Luc Mélenchon. Il met un signe égal sur Fillon, Le Pen, Mélenchon fascinés par Poutine. Mais en quoi sommes nous fascinés?" s'est insurgé le porte parole.

Selon lui, si Benoît Hamon a fait de telles déclarations, ce serait parce qu'il "est en difficulté, il recule".

"On a toujours dénoncé ce régime qui est une oligarchie" a expliqué Alexis Corbière. Il s'est ensuite fendu de quelques conseils à destination du candidat du Parti socialiste: "Benoît calme toi, prends une bonne petite tisane, fais ta campagne et de grâce respecte l'accord que nous avons d'au minimum ne pas se donner de coups sous la ceinture".

Demandant à Benoît Hamon de respecter sa parole et son accord avec Jean-Luc Mélenchon,

Alexis Corbière a aussi ironisé sur le parfum de la tisane qu'il a conseillé de prendre à son rival: "il y en a à la rose ou aux orties" a-t-il lancé.

(Voir ci-dessous la vidéo de l'interview d'Alexis Corbière)

https://youtu.be/bEcqbFw_p4Q

francesoir.fr



IX) Jadot : « La responsabilité, ce n'est pas de voter Macron »

Yannick Jadot, soutien de Benoît Hamon, était ce matin l'invité de Territoires d'Infos, sur Sud Radio et Public Sénat. Le député européen Europe Ecologie-Les Verts (EELV) continue de croire en son candidat, qui, selon lui, est celui qui porte le mieux son message en matière d'écologie.

Par Alice bardo

« On sait à quel point cette campagne est pleine de surprises et je ne doute pas qu'il y aura des surprises coté Hamon », assure Yannick Jadot. Le député européen EELV regrette le climat des affaires qui, selon lui, profite à Marine Le Pen, « la candidate de toutes les peurs », et Emmanuel Macron, « le candidat de toutes les confusions ».

Le militant écologiste ne regrette pas un instant l'accord qu'il a conclu avec le candidat socialiste à la présidentielle, fin février. « Le projet de Benoît Hamon est très structuré autour de l'écologie. Il veut faire de la crise écologique un levier pour créer des emplois et relocaliser l'économie », se réjouit-il.

Macron et Valls, « co-auteurs du quinquennat »

Interrogé au sujet des ralliements socialistes à Emmanuel Macron, Yannick Jadot estime que cela relève de « la logique politique » car « on est

dans un moment de clarification ». Il fait référence à Jean-Yves Le Drian, mais aussi à Manuel Valls, dont Benoît Hamon a dit hier soir sur le plateau du 20 heures de France 2 qu'il rallierait probablement le leader d' « En Marche ! ». « Manuel Valls et Emmanuel Macron sont les co-auteurs de ce quinquennat, qui est rejeté à 80% par les Français aujourd'hui », lance le député. Et d'ajouter : « La responsabilité ce n'est pas de voter Macron, c'est de résoudre les problèmes des Français. »

Des critiques, il en formule également à l'encontre de son propre camp, celui des écologistes. Barbara Pompili qui rallie Macron ? « Ca fait des années qu'elle veut des postes », assure-t-il avant de s'en prendre aux autres : « Depuis que Cosse, Placé et Pompili sont au gouvernement, donnez-moi une mesure écolo de ce gouvernement. Ils n'ont même pas obtenu Fessenheim ! »

Yannick Jadot veut que « l'écologie gagne et ne soit pas un simple élément de structure du débat politique ». Un débat politique dont il regrette qu'il ait été confisqué par les affaires. Il fustige cette « folle idée » d'un cabinet noir avancée par Fillon la semaine dernière : « On sait parfaitement comment les agences de communication conseillent les responsables politiques lorsqu'ils sont touchés par des affaires : en créant une affaire dans l'affaire. »

Là encore, le député européen estime que son candidat marque la différence : « Ce que j'apprécie chez Hamon, c'est sa volonté d'être ferme et indépendant des lobbies. » Il reste un peu moins d'un mois avant que Yannick Jadot sache s'il a misé sur le bon candidat.



LAPRESSEENREVUE.EU

X) Philippe Bilger passe aux aveux



Philippe Bilger. (©IBO/SIPA)

Dans "la Parole, rien qu'elle", le célèbre avocat général évoque à la fois sa vocation et son père, qui pactisa avec les nazis.



Jérôme Garcin

C'est à peine si l'ancien avocat général à la cour d'assises de Paris évoque les accusés tristement célèbres - une galerie de monstres froids - contre lesquels il fut chargé de requérir: Emile Louis, Youssouf Fofana, Maxime Brunerie, François Besse, Christian Didier ou Bob Denard. Car, dans le box, un seul prévenu continue de fixer Philippe Bilger et de hanter celui qui, sous sa robe herminée, se définit comme «*l'avocat de tous les citoyens*».

Cet homme, ce fantôme plutôt, c'est son père, l'Alsacien Joseph Bilger, syndicaliste paysan du Sundgau engagé dans la collaboration et condamné à la Libération à dix ans de travaux forcés pour intelligence avec l'ennemi. «*Mon père, écrit Philippe Bilger, était une force, un talent bruts, une puissance, un élan, un torrent qu'une formidable aptitude à la parole sublimait.*»

Un père qui pactisa avec les nazis, mais dont le fils persiste à estimer qu'il fut «*injustement condamné et incarcéré, puis détruit*». Un père qui valut à Philippe Bilger, lorsqu'il était collégien à Montargis, d'être conspué par ses camarades et traité de «*sale boche*». Un père, disparu en 1975, qui poussa le sadisme jusqu'à inviter - ce fut la première et la dernière fois - son garçon à déjeuner au buffet de la gare Saint-Lazare pour lui offrir le spectacle de son mutisme: «*Lui, plongé*

dans la lecture de son journal, moi, dans mon malaise. Il ne parlait pas et je n'osais pas parler.»

On se doutait bien que Philippe Bilger, dont le livre sur le procès de Robert Brasillach («*20 Minutes pour la mort*», 2011) portait déjà la marque de son histoire personnelle, n'avait pas choisi son métier par hasard. Mais pour mieux comprendre comment l'enfant apeuré d'un harangueur tonitruant s'est consacré à l'éloquence, pourquoi le fils d'un réprouvé a épousé la magistrature et tant aimé la justice criminelle, il faut lire «*la Parole, rien qu'elle*» (Le Cerf, 10 euros).

Le conseil vaut pour tous, y compris ceux qui ne partagent pas ses idées droitières. Car Bilger y éclaire la part la plus obscure de lui-même. Il y confie ses troubles, ses doutes, ses «*âpretés*» avec une belle sincérité et ne cache rien de ses blessures les plus enfouies. Il dit avoir toujours fait son devoir et, en cour d'assises sur laquelle planait l'ombre paternelle, dialogué avec les pires accusés «*sans complaisance, mais sans haine*». Et il y fait l'éloge de la parole dans une prose oratoire, qui résonne à chaque page comme sous une voûte en plein cintre. Jamais cet avocat général n'a été plus singulier qu'ici.

Jérôme Garcin



Jérôme Garcin
journaliste

nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU